



La croissance de l'économie belge devrait s'établir à 1% en 2015

Conformément à la loi du 21 décembre 1994, l'Institut des Comptes Nationaux a communiqué les chiffres du budget économique au ministre de l'Économie. Ces perspectives macroéconomiques servent de base au contrôle budgétaire pour l'année 2015. Les perspectives de croissance de l'économie belge pour 2015 sont revues à la baisse (elles étaient de 1,5% en septembre), ce qui est conforme aux adaptations des perspectives pour les principaux partenaires commerciaux. De plus, l'évolution des dépenses publiques est freinée par un certain nombre de mesures prises par le nouveau gouvernement fédéral ainsi que par les mesures adoptées dans les budgets régionaux. En effet, ces dernières n'étaient pas disponibles à un niveau de détail suffisant lors de la confection des prévisions de septembre.

Un redressement économique prudent de la zone euro...

La croissance de l'économie mondiale devrait s'améliorer quelque peu en 2015, à la faveur, notamment, de l'impact positif de la forte baisse des prix du pétrole. L'économie américaine a enregistré une croissance forte ces derniers trimestres et devrait être le moteur de la reprise de la conjoncture internationale cette année avec une croissance de 3,2%. Jusqu'à présent, le redressement économique est plutôt laborieux dans la zone euro et ne semble pas se manifester au Japon, alors qu'un certain nombre d'économies émergentes sont confrontées à un ralentissement de leur croissance.

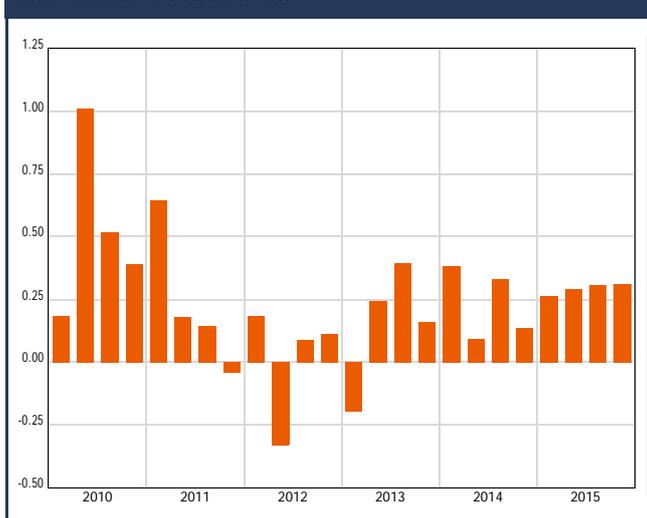
La modeste accélération de la croissance du PIB dans la zone euro en 2015 (1,1%, contre 0,8% en 2014) est due, d'une part, à l'amélioration des exportations - favorisée entre autres par la dépréciation de l'euro - et d'autre part, à l'affermissement de la demande intérieure, soutenue par le nouvel assouplissement de la politique monétaire et, surtout, par la baisse considérable de la facture énergétique des ménages et des entreprises. La dynamique de croissance de la zone euro est toutefois freinée par le conflit commercial avec la Russie, qui a quelque peu fait chuter la confiance des entrepreneurs au cours du deuxième semestre 2014, et par le fait qu'un certain nombre d'États membres ont toujours un taux d'endettement et de chômage élevé.

Les risques restent toutefois importants. Jusqu'à présent, l'inflation négative actuelle dans la zone euro s'explique surtout par la baisse des prix de l'énergie, mais un nouveau choc négatif sur la demande pourrait entraîner une diminution générale des prix à la consommation (déflation), ce qui compliquerait davantage le processus de désendettement d'un certain nombre de pays de la zone euro. Bien que ces risques soient importants à l'heure actuelle, on ne peut pas non plus exclure que la dépréciation de l'euro et la baisse des prix du pétrole conduisent à un redressement plus marqué que prévu de l'activité économique.

... à la faveur duquel la croissance de l'économie belge sera identique à celle de 2014

Après deux années de quasi-stagnation, la croissance du PIB belge s'est établie à 1% en 2014. La croissance des exportations s'est renforcée grâce à l'amélioration de la conjoncture dans la zone euro et la demande intérieure s'est redressée. Pour 2015, la croissance économique devrait également s'élever à 1%. La demande extérieure et les dépenses des particuliers et des entreprises devraient continuer à croître, tandis que les dépenses publiques seraient en recul.

Evolution trimestrielle du PIB belge en volume
Données corrigées des variations saisonnières et des effets calendaires



Malgré une croissance européenne timide, les exportations belges ont été remarquablement dynamiques au cours des deuxième et troisième trimestres 2014. Ainsi, leur croissance en 2014 serait, sur base annuelle, aussi forte que celle attendue pour l'année 2015 (3,7%), qui verrait les exportations soutenues par l'amélioration de la conjoncture internationale et la dépréciation de l'euro. Les exportations nettes devraient donc contribuer positivement à la croissance économique au cours de ces deux années. Cette évolution,

conjugée à la baisse des prix du pétrole, entraînerait un accroissement significatif de l'excédent de la balance extérieure courante.

La consommation privée devrait augmenter de 1,3% (contre 0,9% en 2014) grâce à la hausse du revenu réel disponible des ménages. En 2015, le pouvoir d'achat sera surtout soutenu par la hausse de l'emploi. En outre, les salaires réels devraient encore légèrement augmenter cette année suite à la forte baisse des prix du pétrole et aux indexations opérées dans certains secteurs jusqu'au début de l'année 2015. Par ailleurs, certaines mesures (par ex. l'augmentation des frais professionnels forfaitaires dans le calcul de l'impôt des personnes physiques) atténuent l'impact négatif d'autres mesures d'économie. Et comme l'indice santé n'augmenterait guère en 2015, le saut d'index prévu produira surtout ses effets après 2015.

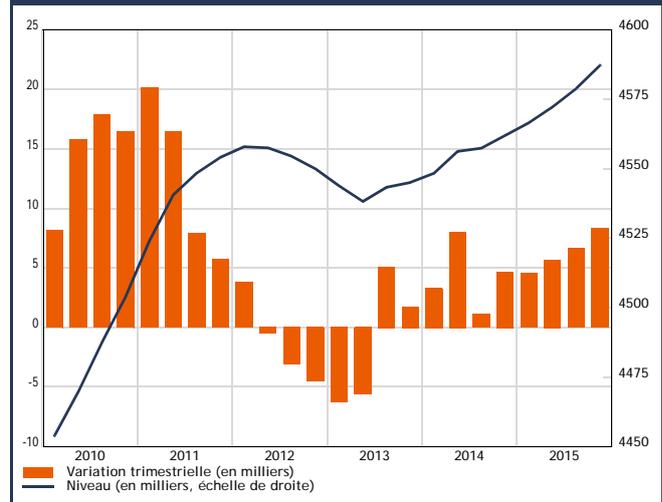
En revanche, la consommation publique en volume devrait stagner en 2015 (-0,1%, contre 0,7% en 2014) et la croissance des investissements publics resterait négative (-0,6%) suite à différentes mesures d'économie.

En 2015, l'accroissement du pouvoir d'achat des particuliers et la faiblesse des taux hypothécaires contribueraient à soutenir la reprise modeste (0,5%) dans la construction résidentielle, qui s'est amorcée en 2014 (0,6%). L'an dernier, les investissements des entreprises ont progressé de 6,8% et ils reculeraient de 1% cette année, mais ces chiffres de croissance sont influencés par quelques achats importants de biens importés en 2014 avec donc une incidence nulle sur le PIB. Abstraction faite de ces transactions, les investissements des entreprises ont augmenté de 2,6% en 2014 et devraient augmenter de 2,9% cette année, à la faveur d'un accroissement de la rentabilité et d'une hausse du taux d'utilisation des capacités de production industrielle.

L'emploi continue à progresser

D'après les estimations, la croissance économique a permis à l'emploi de progresser de 0,3% l'an dernier (soit un accroissement net de 13 000 emplois). Pour 2015, on s'attend à une croissance de 0,4% (20 000 emplois supplémentaires). Même si l'emploi est positivement influencé par la hausse limitée du coût salarial, il ne progresse pas dans la même mesure que l'activité économique parce que la productivité du travail et la durée du travail amorcent un mouvement de rattrapage. Toutes deux avaient en effet reculé pendant la période de basse conjoncture et avaient ainsi limité les pertes d'emplois. En outre, l'évolution de l'emploi est, depuis 2014, beaucoup moins soutenue par l'extension des emplois titres-services qu'au cours des années précédentes.

Evolution trimestrielle de l'emploi intérieur Données corrigées des variations saisonnières



Le nombre de chômeurs (y compris les chômeurs complets indemnisés non demandeurs d'emploi) ne s'est accru que de 1 500 unités en 2014. En 2015, leur nombre augmenterait de 20 000 unités, surtout parce qu'une plus grande partie des chômeurs avec complément d'entreprise doivent désormais rester disponibles pour le marché du travail. Cette mesure élargit la catégorie des demandeurs d'emploi inoccupés et par conséquent aussi le chômage et la population active. Le taux de chômage harmonisé (définition Eurostat) passerait ainsi de 8,5% en 2014 à 8,6% en 2015.

Une inflation nulle en 2015

L'inflation belge, mesurée sur la base de l'indice national des prix à la consommation, s'est sensiblement ralentie l'année dernière pour atteindre 0,3%. Cette évolution s'explique surtout par la baisse des prix des produits frais et la diminution du taux de TVA sur l'électricité consommée par les ménages. En 2015, l'inflation serait nulle suite à la baisse sensible des prix du pétrole en dollars, dont l'impact sur les prix belges ne serait que partiellement compensé par la dépréciation de l'euro. L'indice santé, qui n'est pas influencé par l'évolution du prix de l'essence et du diesel notamment, augmenterait de 0,5% cette année (contre 0,4% en 2014). Par conséquent, l'indice pivot actuel pour les allocations sociales et les salaires dans la fonction publique (101,02) ne devrait pas être dépassé cette année.

Pour plus d'informations:
Filip Vanhorebeek, 02/507.74.12, fvh@plan.be

Chiffres clés pour l'économie belge***Pourcentages de variation en volume - sauf indications contraires***

	2012	2013	2014	2015
Dépenses de consommation finale des particuliers	0,8	0,3	0,9	1,3
Dépenses de consommation finale des pouvoirs publics	1,4	1,1	0,7	-0,1
Formation brute de capital fixe	0,0	-2,2	4,6	-0,6
Dépenses nationales totales	0,0	-0,6	0,5	0,5
Exportations de biens et services	1,9	2,9	3,7	3,7
Importations de biens et services	1,9	1,8	3,1	3,2
Exportations nettes (contribution à la croissance)	0,1	0,8	0,5	0,5
Produit intérieur brut	0,1	0,3	1,0	1,0
Indice national des prix à la consommation	2,8	1,1	0,3	0,0
Indice santé	2,6	1,2	0,4	0,5
Revenu disponible réel des particuliers	-0,1	-0,2	1,5	1,4
Taux d'épargne des particuliers (en % du revenu disponible)	13,9	13,5	14,0	14,0
Emploi intérieur (variation annuelle moyenne, en milliers)	13,2	-12,4	13,4	20,2
Taux de chômage (taux standardisé Eurostat, moyenne annuelle)	7,6	8,4	8,5	8,6
Solde des opérations courantes (balance des paiements, en % du PIB)	-0,9	0,1	1,5	3,1
Taux de change de l'euro en dollar (nombre de dollars pour 100 euros)	128,6	132,8	132,9	114,7
Taux d'intérêt à court terme (Euribor, 3 mois) (%)	0,6	0,2	0,2	0,0
Taux d'intérêt à long terme (OLO, 10 ans) (%)	3,0	2,4	1,7	0,6